

Nicole Robine. 2000. Lire des livres en France des années 1930 à 2000. Paris : Cercle de la librairie. 260 p.

Nicole Robine, chercheuse bordelaise depuis quatre décennies dans le domaine des études sur la lecture en France, nous livre ici à la fois un état des recherches et une étude critique de l'ensemble des recherches réalisées. Comment rendre compte d'un livre aussi dense, aussi fouillé en quelques pages ?

L'interrogation fondamentale de cet ouvrage concerne l'interaction entre la lecture et la société. L'acte de lecture est par excellence un acte de communication ; la relation à l'écrit conditionne, puis fixe la position dans la hiérarchie sociale, influence la manière d'exercer un rôle social, assigne un statut. Ce qui est retenu dans ce livre, c'est la lecture des livres ; lecture de loisir, lecture pratique, lecture professionnelle, lecture de rêve ou de survie, elle s'inscrit dans le temps et la quotidienneté. Pour l'auteure, la lecture, fief scolaire, fleuron de la bourgeoisie, conquête des élites populaires, s'est transformée en une question sociale.

Nicole Robine fait référence aux fondateurs de la sociologie de la lecture. D'abord, Roubakine, en Russie, aborde la lecture des livres dans une optique sociale ; il a des liens avec les réalisations d'Otlet et Lafontaine en Belgique et, par ses travaux, il jette les bases d'une psychosociologie de la lecture. Ensuite, dans les années 1930, Douglas Waples, professeur à l'École de bibliothéconomie de Chicago, mène de nombreuses recherches en sociologie de lecture, parfois en collaboration avec Carnovsky ou Berelson, dans une optique de relation avec les médias de masse ; par ailleurs, l'auteure note que les conservateurs de bibliothèque en France n'ont pas encore entendu parler, dans la décennie 1970, des travaux de Waples.

C'est véritablement à partir de 1945 que se développe le champ des études sur la lecture. L'époque s'y prête : création d'une Direction de la lecture publique, émergence des bibliothèques centrales de prêt, entrée du phénomène du livre de poche en 1953, et aussi développement du loisir. La culture devient affaire d'État. À partir de 1945, on assiste à une multiplication d'enquêtes à but pédagogique (monde scolaire), enquêtes à visée commerciale (lecture et achat de livres, deux acti-

ités différentes), enquêtes de politique culturelle. La méthode est essentiellement psychosociale (entretien, questionnaire).

Entre 1955 et 1975, la France se démarque avec l'émergence de la sociologie de la littérature, celle-ci apportait un nouvel éclairage, un nouveau mode d'analyse de la littérature, des textes et de la vie littéraire. En 1958, la publication du petit livre de Robert Escarpit sur la *Sociologie de la littérature* dans la collection « Que sais-je ? » fit date ; ce volume qui abordait le livre, la lecture, la littérature, connut de nombreuses rééditions et de très nombreuses traductions. On parla de « l'École de Bordeaux », dont fit partie Nicole Robine, et la parution, en 1970, du livre *Le littéraire et le social* apparut comme le manifeste de cette École dans l'étude de la sociologie des faits littéraires.

Au cours de la décennie 1960, Jean Hassenforder pose la question : « Comment conduire le peuple à la lecture ? » et Escarpit se demande : « Comment mettre la littérature et le livre au service des classes populaires ? » Hassenforder, mettant l'accent sur l'aspect scolaire dans le cadre de l'Institut pédagogique national, mène des enquêtes, parfois avec Joffre Dumazedier, et en publie les résultats dans *Éducation et bibliothèques* et le *Courrier de la recherche pédagogique*. Escarpit, dans une perspective de gauche, s'intéresse à la lecture du grand public, et il publie *l'Atlas de la lecture à Bordeaux* (1963) et *Le livre et le conscrit* (1966). D'ailleurs, le volume, publié en 1972 dans le cadre de l'Année internationale du livre, *Le livre français hier, aujourd'hui, demain*, constitue en quelque sorte le livre-bilan de la recherche française en sociologie du livre et de la lecture.

À partir de 1974, la notion de pratiques culturelles remplace celle des comportements culturels. L'échec des Maisons de la culture prouvait que les équipements culturels ne profitaient généralement pas aux plus déshérités. Le ministère de la Culture publie quatre enquêtes capitales en 1974, 1982, 1990 et 1998, intitulées *Les pratiques culturelles des Français*. Dans ces enquêtes essentiellement quantitatives, la lecture est une pratique parmi d'autres. Diverses conclusions ressortent : l'image de la bibliothèque municipale est globalement positive ; il n'y a pas un public, mais des publics ; en matière de culture, la manière d'offrir est indissociable de l'objet offert ; les lecteurs de livres sont de grands

utilisateurs de médias. Dans l'enquête de 1990, on y constate paradoxalement que la France lit plus, mais que les Français lisent moins.

On observe très peu de variation à partir de la fin des années 1960 : un tiers des Français lit plus d'un livre par mois. Dans l'enquête de 1998, c'est à Paris *intra muros* que l'on lit le plus (31 livres par an par habitant), alors que c'est 26 dans l'agglomération parisienne, 22 dans les villes de 100 000 habitants et plus, 18 dans les villes de 20 000 habitants et plus, et 16 dans les communautés rurales. En 1973, 73% des foyers possèdent des livres et, en 1997, 91%. Il ressort clairement que les femmes ont un plus fort rapport au livre que les hommes.

Le phénomène le plus marquant de la lecture en France, au cours des dernières décennies, concerne le développement des bibliothèques publiques. Le portrait de l'offre de lecture change radicalement. De 229 bibliothèques publiques en 1951, on passe à 716 en 1971, à 1614 en 1990 et à 2544 en 1997. Entre 1951 et 1990, le nombre d'abonnés aux BM (bibliothèques municipales) est multiplié par 5, et le chiffre des prêts par 12. En 1997, 21% des Français de 15 ans et plus sont inscrits dans une bibliothèque de lecture publique. À la différence des librairies, on observe l'entrée tardive dans les bibliothèques du concept de marketing (en fait c'est la publication du volume de Salaün, en 1992, qui l'introduit).

L'auteure constate, dans le domaine des études sur la lecture, un retour aux études qualitatives et le besoin d'études comparatives avec d'autres pays européens. Elle conclut : « *Les élites du XIX^e siècle considéraient que le développement de la lecture menaçait l'ordre social établi ; aujourd'hui, la lecture est appréhendée comme lien social et condition du développement économique* ».

Nicole Robine est à l'aise dans ce foisonnement d'études sur la lecture des Français ; elle en effectue une classification intelligente et elle en réalise une excellente synthèse. Elle est véritablement la meilleure spécialiste française sur le phénomène de la lecture.

Marcel Lajeunesse

École de bibliothéconomie et des sciences de l'information
Université de Montréal